

**LA MISE EN TOURISME D'UN TERRITOIRE MONTAGNARD FRAGILISÉ.
SPORTS DE NATURE ET PATRIMOINE AU CŒUR DU PROJET DE
DÉVELOPPEMENT ET DE LA POLITIQUE DE COMMUNICATION EN
VICDESSOS (ARIÈGE, FRANCE)**

(Travaux réalisés dans le cadre de l'OHM du Haut-Vicdessos – CNRS/INEE)

PIERRE DERIOZ

UMR Espace-Dev 228 IRD
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
MCF HDR – pierre.derioz@univ-avignon.fr

PHILIPPE BACHIMON

UMR Pacte 5194 CNRS
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
PR – philippe.bachimon@neuf.fr

MAUD LOIREAU

UMR Espace-Dev 228 IRD
IR – maud.loireau@ird.fr

ANNE-ELISABETH LAQUES

UMR Espace-Dev 228 IRD
DR – anne-elisabeth.laques@ird.fr

NADINE DESSAY

UMR Espace-Dev 228 IRD
IE – nadine.dessay@ird.fr

La vallée pyrénéenne du Vicdessos (Ariège) a fonctionné tout au long du XX^e siècle comme un district industriel organisé autour de l'électrométallurgie de l'aluminium, jusqu'à ce que la fermeture définitive du site industriel d'Auzat en 2003 remette en cause la relative prospérité de ce territoire montagnard. Moins de quinze ans séparent les premières inquiétudes sur l'avenir industriel de la vallée (1990) et l'arrêt de toute production. Cette période de fragilisation soudaine coïncide, d'une part, avec la consolidation de l'intercommunalité à l'échelle du canton – organisé en district, puis en communauté de communes –, d'autre part, avec l'adoption d'un projet de reconversion économique porté par certains élus et centré sur le développement du tourisme de pleine nature. Les moyens financiers considérables liés à la présence des opérateurs industriels (Péchiney-Alcan-Rio Tinto et EDF), prolongés par un Contrat Territorial de Revitalisation Économique (2004-2006) dans lequel ils étaient encore partie prenante, ont permis de développer un projet cohérent autour du concept novateur de « station de sport-nature », appliqué à l'échelle d'une petite communauté montagnarde de 1400 habitants. Ce projet combine la mobilisation d'une partie des espaces naturels (haute-montagne, alpages, canyons) pour les pratiques *outdoor* (randonnée, escalade, canyoning), la réalisation ou la modernisation de gros équipements (stade de neige, via ferrata, parc accrobranche, centre équestre...), mais aussi des efforts systématiques de valorisation de multiples éléments patrimoniaux – archéologiques, agro-pastoraux et industriels (Maison du Patrimoine, sentiers

thématiques). Une communication très volontariste, qui se déploie à différentes échelles emboîtées les unes dans les autres, accompagne cette démarche, en l'articulant notamment avec celle du territoire limitrophe du Tarasconnais, porte d'entrée de la vallée et haut-lieu de la préhistoire (Grotte de Niaux).

Ce double phénomène de la disparition des activités industrielles et de l'orientation principale du processus de reconversion économique vers le secteur des loisirs et du tourisme, à partir d'une mise en ressource des paysages, du milieu naturel et des éléments du patrimoine, dessine un net basculement de l'économie locale d'une dominante productive vers la prépondérance de la « base résidentielle » (Talandier, Davezies, 2009). Il se double d'un travail complexe de remodelage de l'identité collective, qui vise bien sûr à conforter la visibilité externe du Vicdessos en tant que destination touristique, et renforce ce faisant le caractère « territorial » des ressources sur lesquelles il prend appui (Gumuchian, Pecqueur, 2007), mais remplit aussi des fonctions de communication interne : au-delà de ce qu'elle donne à voir du territoire aux visiteurs, la mise en scène patrimoniale systématique et le marquage de l'espace qu'elle entraîne (Veschambre, 2008) visent sans doute tout autant à obtenir l'adhésion de la population à un projet de développement fondé sur la ressource touristique. Symptomatique de cette volonté de « rupture patrimoniale » (Rautenberg, 2003) délibérée, la récente création à Auzat d'un sentier thématique de l'aluminium marque ainsi la volonté de tourner définitivement la page industrielle par la mise en patrimoine de son héritage historique, alors que dans le même temps son legs matériel majeur, l'usine, a été rasé dès 2006 – moins de trois ans après l'arrêt de son activité –, pour laisser place en 2011 à une « plaine des sports » (stade, terrain de football synthétique, salle d'escalade). Complexe sportif de niveau régional, réalisé grâce à d'importantes subventions, cet équipement peut sembler en cohérence avec l'offre « sport-nature », mais s'adresse moins aux touristes qu'à une clientèle d'équipes sportives pour lesquelles manquent encore sur place des structures d'accueil adaptées (hébergement, restauration...), sinon même l'ambiance d'une véritable « station » dans ce territoire où dominent clientèles « familiales » et résidences secondaires (67 % du parc résidentiel). Présenté comme une pièce majeure du dispositif d'ensemble, il pose ainsi paradoxalement la question des limites du modèle de développement retenu.

De « l'ère Pechiney » à la « Station Sport Nature du Montcalm » : le choix délibéré d'un développement par les activités de pleine nature et le tourisme

L'histoire de la vallée intra-Pyrénéenne du Vicdessos (Ariège) au XX^e siècle est profondément marquée par l'édification en 1907 d'une usine métallurgique tournée vers la production de lingots et de billettes d'aluminium, venue profiter ici comme en Maurienne (Alpes) d'un remarquable potentiel en matière d'hydroélectricité – toujours en service, la centrale destinée à alimenter l'usine est construite au même moment, entre 1906 et 1909 –, à un moment où la technique ne permet pas de transporter l'énergie électrique sur de longues distances (Périeres, 1955). Comme le note Juliette Carré (2010), cette spécialisation s'inscrit en Vicdessos dans le prolongement de près de deux millénaires d'activité proto-industrielle (mines de fer du Rancié), qui, avec le charbonnage, ont continuellement façonné les physionomies forestières (Davasse, 2006). L'électrométallurgie de l'aluminium bouleverse tout autant les paysages, de manière directe par les multiples aménagements qu'implique la maîtrise de l'eau (retenues, conduites forcées, canalisations...), et de manière indirecte par les possibilités d'emploi offertes aux habitants, qui conduisent les ouvriers-paysans du Vicdessos à délaisser d'abord les parcelles agricoles (déprise agraire) pour ne conserver que des activités pastorales relativement extensives, plus compatibles avec un travail salarié à l'usine. Enfrichement et

afforestation sont alors importants sur les versants, les espaces ouverts se maintenant davantage en fond de vallée et dans les estives d'altitude. Accolés l'un à l'autre, Vicdessos, chef lieu de canton où résident les notables, et Auzat, bourg ouvrier, sont également transformés par les constructions nouvelles (usine, horloge, demeures bourgeoises, quartiers ouvriers...). Emploi industriel (encore près de 220 emplois et une cinquantaine d'intérimaires au début des années 2000, pour 400 environ à la charnière entre les années 1970 et 1980) et taxe professionnelle (Péchiney, mais aussi EDF) assurent à la vallée une prospérité réelle par rapport à la haute-vallée de l'Ariège ou au Couserans voisin. L'impact environnemental est important (fumées, crassier, trafic incessant des camions...), mais il est la rançon des bons salaires, de la stabilité de l'emploi, des avantages sociaux consentis par Péchiney, dont la présence structure la vie sociale.

La fin de « l'ère Péchiney » se profile dès le début des années 90, même si la mise en place d'un comité de coordination entre collectivités locales, syndicats et entreprises laisse croire un temps que la survie de l'usine est envisageable et passe par un travail résolu de modernisation et de rationalisation. Mais les ressorts du processus de désindustrialisation se situent à une toute autre échelle : en dépit de mouvements sociaux assez vigoureux – avec une brève séquestration des patrons –, la fermeture définitive intervient en 2003, et représente un traumatisme majeur pour la vallée, même si les conséquences sociales directes sont relativement bien amorties (pré-retraites, réemploi sur d'autres sites...). La nostalgie de cette époque reste palpable dans les entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche, et l'association créée au moment de la fermeture, « *Ni partir, Ni mourir, Agir !* », dont le sigle associe la montagne à l'usine, est aujourd'hui toujours active², en forme d'amicale des anciens de Péchiney. Une plaque a été scellée par ses soins au sommet du Montcalm, « 3000 » le plus oriental de la chaîne pyrénéenne et montagne emblématique du Vicdessos, en mémoire du 19 mars 2003, date de l'arrêt de l'usine, pour rappeler qu'« *après un siècle d'activité, les salariés, les populations, la vallée ont été sacrifiés au capital* ». Dans une telle perspective, le virage vers le développement touristique, anticipé dès les années 1990 par certains élus, a parfois été ressenti comme une trahison de la lutte pour sauver l'usine.

La conviction que le renouveau économique passe par une réorientation vers le tourisme vert et les activités de pleine nature, articulée avec la valorisation du patrimoine, est à l'origine seulement celle de quelques élus et chargés de mission, même si la gestion du projet adopté en 1994 s'opère dans un cadre très participatif. Cette politique très volontariste, dont Bernard Piquemal, maire et conseiller général d'Auzat, est le principal animateur, prend acte des atouts dont dispose le territoire, en termes de ressources, de situation et d'accessibilité : des paysages de haute-montagne dont la qualité est rehaussée par plusieurs lacs de barrage, et qui offrent en aval de ces aménagements un potentiel particulièrement remarquable pour la pratique du canyoning ; la proximité de pôles touristiques (Foix, grotte préhistorique de Niaux) ou d'axes (route nationale 20 vers la Cerdagne et vers l'Andorre) importants ; une bonne accessibilité à partir du nord, que l'ouverture du tunnel routier de Foix (2001) a encore améliorée (Toulouse est à 1h30). Le caractère industriel du fond de la vallée a certes nui à son attractivité touristique, mais la haute-montagne est déjà très fréquentée par les randonneurs³, et la micro-station de sports d'hiver de Goulier Neige existe depuis les années 1970.

² [En ligne], disponible sur <http://siliconmedia.free.fr/>

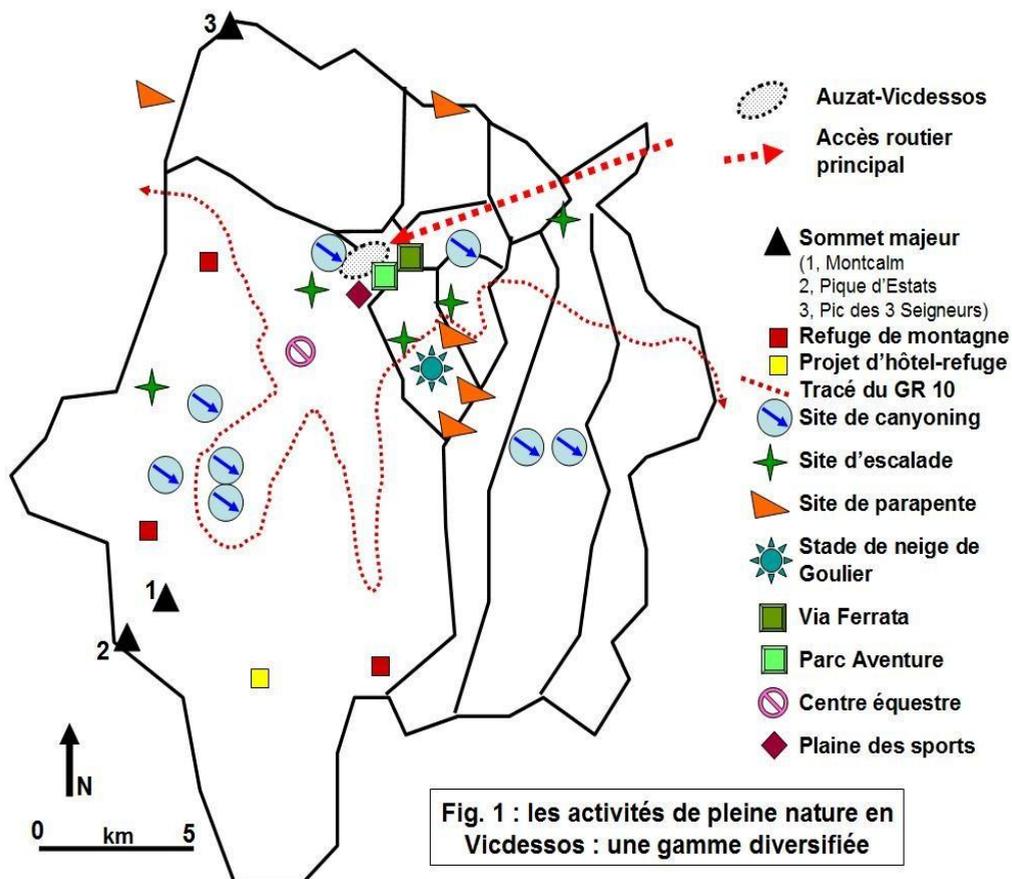
³ La première édition du « marathon du Montcalm », épreuve de trail d'envergure aujourd'hui internationale, remonte à 1990.

Les outils institutionnels de la reconversion sont également déjà en place, avec la création d'un Syndicat d'Initiative intercommunal aux compétences larges dès 1987⁴, et une structuration intercommunale qui prend en 1989 la forme d'un district, avant de devenir en 2002 la Communauté de Communes d'Auzat et du Vicdessos. Les moyens financiers conséquents liés à la présence industrielle – autour de 8 millions de francs de recettes annuelles liée à la taxe professionnelle pour la seule commune d'Auzat dans les années 1990 –, à un Contrat de développement du Pôle touristique de montagne Vallées d'Ax-Auzat-Vicdessos-Tarasconnais (2002-2006), puis à la phase de reconversion financée dans le cadre du Contrat Territorial de Revitalisation Economique du Pays de Foix – Haute-Ariège (2004-2006), sont mis au service d'un projet global organisé autour du concept de « station sport-nature du Montcalm » : deux structures, Montcalm sport-nature (association dédiée aux activités) et Montcalm accueil-loisir (régie hébergements) sont créées en 1994 pour incarner et piloter la démarche. Porté et animé par la communauté de communes, ce projet de développement joue ainsi sur différents tableaux : l'équipement du milieu naturel (site d'escalade, balisage de sentiers, équipement des canyons, aires d'accueil pour camping cars...) s'articule avec la création d'équipements de loisir nouveaux (via ferrata, parc accrobranche, salle d'escalade...) et l'amélioration de ceux déjà en place (centre équestre, implantation d'enneigeurs à Goulier Neige...). Les équipements sont confiés à des professionnels en délégation de service public (DSP) ou exploités en régie : le stade de neige de Goulier, par exemple, est géré dans le cadre d'une régie de recettes de la communauté de communes, mais son « snack-bar » a été attribué en DSP, tout comme Via Ferrata et parc accrobranche, regroupés au sein de la structure Montcalm Aventure, qui emploie aussi en saison des moniteurs pour animer des activités escalade, canyoning ou spéléologie. Les hébergements de loisir (refuges, camping, HLL⁵, gîtes...) dont le développement progressif a jalonné la montée en puissance du projet sont majoritairement gérés en régie, à l'exception notable des hébergements de randonnée (Gîte d'étape de Goulier) ou des refuges de montagne (Bassières), confiés en DSP à des privés. Le dernier gros projet dans ce domaine est la réalisation en cours d'un « chalet-refuge »⁶ d'une cinquantaine de lits au Carla, au-dessus du barrage de Soulcem, dans une vallée montagnarde jusqu'alors accessible en voiture : l'arrêté préfectoral autorisant la réalisation de cette Unité Touristique Nouvelle (UTN) prévoit toutefois la fermeture au public de cet accès jugé dangereux et la mise en place d'une navette. (fig. 1)

⁴ Il fonctionne comme un véritable Office de Tourisme, en recrutant des professionnels, mais gère aussi des services publics tels que crèche ou cantine.

⁵ Habitation Légère Loisir.

⁶ Doté d'un restaurant, ce chalet-refuge tirerait plus vers des prestations de type hôtelier que vers celles, plus sommaires, des refuges classiques.



À cette offre ouverte mais cohérente en matière d'activités de pleine nature, dont la mise en place a été seulement accélérée par l'arrêt de l'activité industrielle, est venu s'ajouter un élément de poids spécifiquement issu de la nécessaire reconversion du site industriel lui-même : une première étude (2004-2005) avait dessiné un projet intégré qui combinait centre de remise en forme, hébergement marchand de qualité (autour de 2500 lits) et activités sportives et ludiques (centre aqualudique), mais dont le degré de pollution des sols libérés par la disparition de l'usine a rendu la réalisation impossible. C'est finalement un équipement sportif haut de gamme (« plaine des sports ») d'un coût de 5,3 millions d'euros, financé à 65 % par le groupe industriel Rio Tinto⁷ (montant complété par Etat, Europe, Département et Région), qui a vu le jour sur le site en 2011 : piste, sautoirs et aires de lancer pour l'athlétisme, courts de tennis (couvert et extérieur), terrain de sport synthétique, salle d'escalade, associés dans un même périmètre aux équipements préexistants (piscine, parcours de course à pied...), sont destinés à accueillir des stages sportifs de haut niveau, par rapport auxquels le potentiel local en matière d'activités de pleine nature représente un atout supplémentaire. Les équipements de la plaine des sports – salle d'escalade exceptée, peut-être – ne contribuent guère en revanche à l'élargissement de l'offre vis-à-vis des clientèles touristiques. Conçus pour recevoir des

⁷ Dernier détenteur du site, à la suite de Pêchiney, puis du canadien Alcan.

groupes exigeants sur la qualité des prestations, ils requièrent aussi des structures d'hébergement de même niveau qui font encore défaut en Vicdessos. Le projet touche là à l'une de ses limites actuelles, sur laquelle nous reviendrons en troisième partie.

Une stratégie de communication à usage externe et interne, qui prend appui sur la valorisation du patrimoine : à la recherche de la bonne échelle

Le choix du tourisme de nature et des activités sportives comme moteur du développement ne doit cependant pas masquer les efforts accomplis sous l'égide de la Communauté de Communes dans de nombreux autres domaines, depuis le soutien aux entreprises (ouverture d'un hôtel d'entreprises dans le seul bâtiment industriel à avoir été conservé, 2008) jusqu'aux infrastructures (réalisation d'une maison médicale, financement de deux relais supplémentaires pour la réception de la TNT), en passant par l'implantation de services (maison de retraite et foyer pour personnes handicapées ouverts en 2004). Qu'il s'agisse du soutien à la création d'une section « sport nature » qui a largement « sauvé » le collège de Vicdessos et représente aujourd'hui presque la moitié de ses effectifs⁸, ou de la part prise dans la mise en place ou le renouvellement de quatre Associations Foncières Pastorales (AFP) qui ont contribué au maintien d'espaces ouverts de fond de vallée en les regroupant pour les confier à des éleveurs, les effets de convergence avec le socle du projet d'accueil « sport-nature » sont d'ailleurs réels. La progression de l'emploi dans les multiples branches liées au tourisme – probablement autour de 125 emplois aujourd'hui (Stromboni, 2012) – ne peut-être capitalisée sur place que si le territoire conserve un niveau d'équipement, de services et de commerces satisfaisant, et un visage attrayant : l'animation d'une OPAH et d'une OMPCA⁹, l'une comme l'autre prévues dans le cadre du Contrat de Revitalisation Economique, s'inscrivent tout à fait dans cette logique. L'attention toute particulière apportée à l'identification et à la valorisation des différentes formes de patrimoines du territoire en est sans doute l'expression la plus achevée. Le développement touristique est en effet allé de pair avec une politique systématique d'inventaire, d'étude, de préservation, de restauration et de communication d'éléments de patrimoine très variés, qui renvoient à des époques, à des techniques et à des espaces distincts. Engagées dès 2001, les fouilles du château de Montréal de Sos, qui domine le bassin d'Auzat-Vicdessos, ont également permis l'ouverture du site à un public étonnamment nombreux – l'écocompteur installé sur le chemin d'accès a enregistré quelques 15 000 passages entre juin 2010 et juin 2011. La réhabilitation d'un ancien abattoir dans le bourg d'Auzat (2007) a ensuite permis la création d'une Maison des Patrimoines, tout à la fois espace muséographique dédié à la compréhension du territoire, boutique et lieu d'impulsion pour l'animation culturelle¹⁰ : là encore, la mise en place d'une « régie patrimoine » et le recrutement de deux emplois très qualifiés à temps plein a donné à l'entreprise les moyens d'être efficace. Depuis qu'elle existe, plusieurs sentiers d'interprétation ont été créés, au rythme d'un par an en moyenne, pour décliner pan par pan le patrimoine local : la restauration d'anciennes terrasses agricoles en friche au-dessus d'Auzat (2006), soutenue par un programme départemental (« Mille-et-une terrasses »), a permis l'ouverture d'un « chemin des terrasses » tout en améliorant la physionomie paysagère à proximité immédiate du centre village. Le travail d'étude et

⁸ 40 élèves environ sur une centaine en tout, qui justifient le maintien d'un internat.

⁹ Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ; dans le Vicdessos, elle était accompagnée d'une « opération façades » destinée à aider les particuliers à rénover leur logement et son apparence extérieure. Opération de Modernisation du Petit Commerce et de l'Artisanat.

¹⁰ Autour d'une quarantaine de manifestations par an (conférences, projections, ballades culturelles...).

d'inventaire des cabanes pastorales (« orris »), dans le prolongement des premiers efforts de restauration du groupe d'orris des estives du Carla (1990), a débouché en 2009 sur l'inauguration d'un « chemin du pastoralisme » dans la vallée de Soulcem ; la même année, un « chemin de la mine » voyait aussi le jour à Sem, pour raconter la longue histoire de la mine de fer du Rancié. Un « chemin de l'eau », qui raconte l'épopée de l'hydroélectricité en insistant particulièrement sur l'épisode dramatique de 1939¹¹, a vu le jour en 2012 entre Pradières et l'étang d'Izourt.

Assez logiquement, au même titre que le passé minier, le pastoralisme ou l'hydroélectricité, cette démarche a concerné la séquence historique de l'électrometallurgie de l'aluminium. Davantage que les autres réalisations, toutefois, le « chemin de l'alu » qui propose depuis 2010 une ballade dans le bourg d'Auzat jalonnée d'objets en aluminium évoquant l'histoire industrielle, accompagnés de panneaux informatifs, conduit à s'interroger sur la manière dont le processus de mise en patrimoine opère par rapport à la construction de l'identité du territoire : la concomitance est en effet frappante entre sa réalisation, qui prolonge en extérieur l'espace réservé à l'ère de « l'industrie reine » en Vicdessos à la Maison des Patrimoine, et la disparition de l'usine proprement dite. La décision de la détruire a été prise très rapidement après sa fermeture, et le chantier de démolition (2005-2007) mené dans la foulée. Le site industriel n'est donc pratiquement pas passé par la phase de la friche avant d'accueillir la Plaine de Sports. La rapidité de la transition est due pour partie à l'opportunité des financements liés à la reconversion, par rapport auxquels il convenait de ne pas tergiverser trop longtemps. Mais les élus conviennent aussi du caractère presque « chirurgical » de l'opération : par cette « amputation » paysagère, il s'agissait aussi de tourner résolument la page de l'histoire industrielle et de se tourner résolument vers les projets de développement par le tourisme, sans qu'une friche industrielle puisse alimenter la nostalgie et les tentations de retour en arrière. Le chemin de l'Alu, sous le couvert de l'hommage rendu à ce passé industriel – c'est sa fonction « cicatrisante », bien davantage destinée aux habitants du Vicdessos qu'aux touristes –, achève ainsi de solder cette période en la faisant basculer de manière définitive dans la dimension patrimoniale. Certains anciens de Péchiney ne s'y sont trompés, qui se plaignent des « erreurs » que comporteraient certains panneaux explicatifs. Avec le réaménagement en cours de la décharge industrielle de Massada, en bord de rivière quelques kilomètres en amont, c'est un témoin matériel de plus de l'époque « Péchiney » qui s'estompe : réhabilitation, destruction et reconversion d'une part, reconnaissance en tant que « patrimoine historique » de l'autre, ont été articulées pour permettre que la reconstruction mémorielle remplace définitivement la matérialité paysagère. Le travail sur l'identité collective qui va de pair avec la valorisation du patrimoine apparaît ainsi tout autant à usage interne qu'à usage externe. Par rapport à la population locale, il fait office d'outil de légitimation du projet de territoire par la mobilisation à son service de l'ensemble de ses « mémoires », des plus anciennes (les prémisses antiques de l'exploitation minière au Rancié) aux plus proches et aux plus sensibles (les dures conditions faites aux ouvriers immigrés dans la construction des barrages, la fin de l'ère industrielle). Vis-à-vis des clientèles extérieures, il confère de la densité et contribue à diversifier une offre qui porte avant tout, les brochures et les dépliants sont là pour en témoigner, sur les activités de pleine nature, même si le caractère trop générique

¹¹ La célébration de la « catastrophe d'Izourt », qui a vu l'enlèvement de 31 ouvriers dans leur baraquements, dont le toit s'est effondré sous le poids de la neige, amène aussi à stimuler des liens mémoriels avec l'Italie, dont étaient originaires la plupart de ces ouvriers.

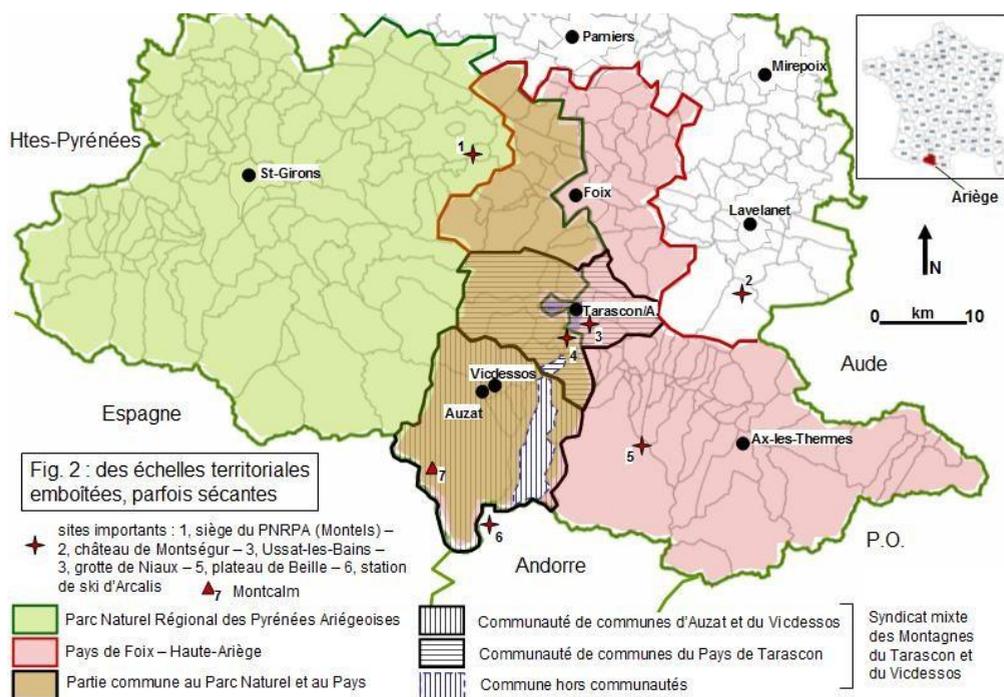
des termes (nature, sport, aventure...) a conduit à abandonner l'idée de créer une marque « sport-nature ».

À travers l'analyse de ce rapport entre communication touristique et identité territoriale se pose d'ailleurs la question de l'échelle stratégique du projet (fig. 2) : bien que toutes les communes ne manifestent pas le même degré d'adhésion au choix du tourisme comme principal vecteur de la reconversion économique – les élus de Vicdessos, par exemple, semblent moins investis que ceux d'Auzat, et la commune de Siguer n'est toujours pas rentrée dans la communauté de communes –, le territoire de la « station sport-nature du Montcalm » correspond globalement à l'échelle de cette dernière, c'est-à-dire celle du canton de Vicdessos : organisé autour du bassin central d'Auzat-Vicdessos, vers lequel convergent plusieurs vallées et qui concentre services, commerces et principaux équipements (via ferrata, parc aventure, camping...etc.), ses limites avec l'Espagne et l'Andorre au Sud, avec le Couserans à l'Ouest, avec la vallée de Saurat au Nord correspondent à des lignes de crêtes élevées (2000 à 3000 m.), que ne franchit qu'une seule route, sinueuse, étroite et fermée l'hiver par la neige (la route du port de l'Hers vers le Couserans). Cette configuration topographique a contribué à la construction d'une identité valléenne marquée, qui s'enracine dans sa spécificité linguistique ancienne (parler occitan distinct du catalan (sud) et du gascon (ouest) comme dans son passé minier et surtout industriel. Le niveau des services comme le taux de concentration de l'emploi (81,5 %), attestent entre autres l'existence d'un bassin de vie élémentaire, et apportent aussi de la consistance à cette « station » élargie aux dimensions d'un territoire. Plusieurs manifestations sportives (Marathon du Montcalm) ou liées à la montagne (Festival de la montagne), qui en renforcent la notoriété, sont également organisées à cette échelle-là.

Mais ce territoire n'en est pas moins ouvert au nord-est sur la petite ville toute proche de Tarascon-sur-Ariège, à tel point que les offices du tourisme des deux communautés de communes, engagés de longue date dans un processus de coopération, ont fusionné en 2004 : piloté par un syndicat mixte, l'office de tourisme intercommunautaire « des montagnes de Tarascon et du Vicdessos » a notamment en charge la communication touristique, qu'elle articule autour de trois pôles complémentaires : un pôle « sport-nature », dont le Vicdessos est la pièce maîtresse mais qui intègre aussi les sports d'eau-vive sur l'Ariège, le téléski nautique sur le plan d'eau de Mercus ou la pratique de la spéléologie ; un pôle « patrimonial » dans lequel les réalisations du Vicdessos trouvent leur place mais dont les sites phares sont liés au patrimoine préhistorique (grottes de Niaux, de la Vache et de Bédeilhac, parc de la préhistoire de Tarascon) ; un pôle « bien-être », enfin, un peu plus confidentiel, centré sur la petite station thermale d'Ussat-les-Bains. Ce territoire englobant définit donc une deuxième destination, plus ample, plus diverse, sans doute plus « visible » pour les touristes, même si ces liens très étroits entre les communautés de communes d'Auzat-Vicdessos et de Tarascon n'ont pas empêché que l'une et l'autre protestent vigoureusement contre la réforme territoriale avortée de 2011, qui entendait imposer leur fusion pure et simple. D'autres échelles se dessinent au-delà, que l'on retrouve aussi dans les documents touristiques, et dont les périmètres se chevauchent plus ou moins. Leurs logiques sont différentes, mais elles tendent plutôt à se retrouver sur la définition d'une destination générique « Pyrénées ariégeoises » qui correspond à l'échelle stratégique de la communication départementale¹² – Bernard Piquemal, président de la communauté de communes d'Auzat-Vicdessos est aussi, en tant que vice-président du Conseil général de l'Ariège, le président de son Agence de Développement Touristique... La première

¹² La communication départementale est placée sous un chapeau « *Tourisme ariège pyrénées* », assorti d'un slogan « *irrésistible par nature* » qui offre en quelque sorte une caisse de résonance à la station sport-nature du Montcalm.

de ces logiques correspond à la proximité du pôle touristique de Foix et l'appartenance à un « Pays de Foix – Haute-Ariège » qui anime un programme Leader et porte le « Pôle touristique pyrénéen de la Haute-Ariège », dans le prolongement direct du contrat de développement des pôles touristiques de montagne de l'Ariège évoqué en première partie. La deuxième est celle de l'appartenance au Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises, dont la gestation difficile a finalement abouti en 2009 en intégrant le Vicdessos mais une partie seulement du Tarasconnais, où cette exclusion partielle a été très mal vécue. Parc et Pays sont sécants, mais leurs périmètres ne se confondent pas.



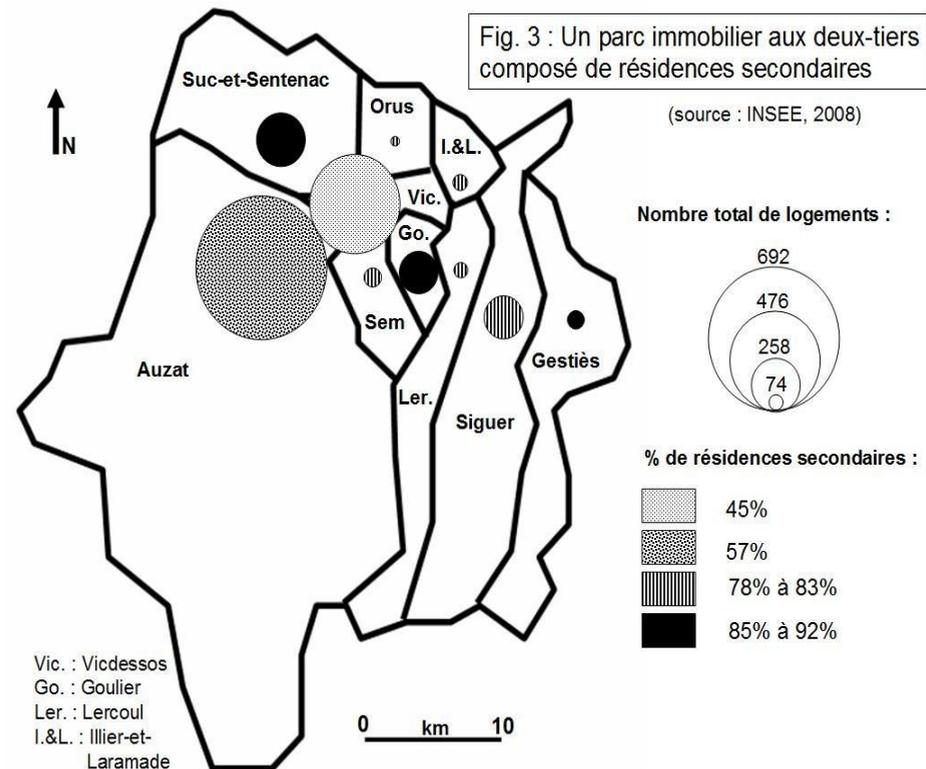
Quelques actions communes avec le PNR – dont le centre de gravité est toutefois perçu en Vicdessos comme situé en Couserans – ou avec la communauté de communes des Vallées d'Ax peuvent être identifiées, mais elles restent assez limitées ; dans une certaine mesure, le désir d'ouverture sur l'Andorre, en dépit de sa difficulté, semble avoir été plus constant, jalonné par l'échec de la route touristique du Port de Rat vers la station andorrane d'Arcalis au moment de la création du District (1989-1990), puis l'abandon d'un deuxième projet de liaison sur le même itinéraire par « téléporté » (2005), et les échanges scientifiques et culturels récents (2010) avec la commune d'Ordino (ouvrage historique sur les échanges transfrontaliers France-Andorre, échange inter-universitaire autour des sports de nature en lien avec le projet de refuge-hôtel du Carla). La mise en place d'un itinéraire de haute randonnée franco-espagnol avec réservation groupée dans les quatre refuges concernés et classement des participants en fonction de leur temps de parcours (La Porta del Cel) témoigne aussi de cet intérêt pour les démarches transfrontalières.

De l'importance des permanences dans un système territorial en mutation

L'ampleur du virage pris par l'économie du Vicdessos, comme la part qu'y occupe désormais le secteur des activités récréatives et touristiques, ne font aucun doute. Pour autant, l'évidence de la mutation ne doit pas masquer la permanence de certains traits structurels plus ou moins anciens, à commencer par le maintien de l'emprise locale de l'État et de ses structures : au-delà des postes et des salaires des fonctionnaires (éducation, gendarmerie...), dans un territoire où les services pèsent dorénavant beaucoup plus lourd en termes d'emploi (70 % en 2008) que les secteurs primaires (5 %) et secondaires (24 %, dont 8 % pour bâtiment et travaux publics), deux des éléments majeurs du paysage restent en bonne partie sous sa gestion directe. Le premier correspond à la quasi-totalité du réseau hydrographique, équipé par EDF pour la production d'hydroélectricité : les pièces maîtresses du dispositif sont les trois centrales de l'Artigue, Pradières et Bassiès, les trois barrages en partie haute – Izourt (1940), Gnioure (1950) et Soulcem (1984) –, et l'aménagement ancien des étangs de Bassiès (1914), mais la plupart des talwegs de quelque importance montrent également diverses formes d'équipement (seuils, dérivations...). Le développement des activités de canyoning dans une dizaine de sections de torrent aménagées à cet effet n'a donc pu se faire que progressivement, au prix de négociations serrées avec EDF par rapport à la question des lâchers d'eau qui gonflent soudainement les débits (fixation de créneaux horaires, signalétique, définition d'échappatoires...etc.) : les canyons du Vicdessos, support de l'activité de « pleine nature » la plus emblématique du territoire, montrent en fait un fonctionnement hydrologique au moins partiellement déterminé par les exigences de la production hydroélectrique. L'ouverture récente du sentier de la Mémoire vers l'étang d'Izourt, comme la place réservée à l'évocation de l'aménagement hydraulique de la montagne à la Maison des Patrimoines, attestent la reconnaissance par les acteurs locaux de son importance aussi bien historique que contemporaine.

Le deuxième élément du paysage par rapport auquel l'État joue un rôle clé est la forêt. Toujours en progression, elle s'étend sur un peu plus du tiers des surfaces, proportion plus modique qu'il n'y paraît à cause de sa limite altitudinale relativement basse (1500-1600 m) (Carré, 2010) et de l'étendue des espaces de haute montagne (les deux tiers de la superficie cantonale se situent au-dessus de 1500 m), principalement occupés par des pelouses, des landes et des surfaces minérales. C'est dire si la forêt est omniprésente sur les versants pentus qui raccordent le domaine montagnard aux fonds de vallée, où les espaces ouverts (herbages) restent plus nombreux. Principalement feuillue ou mixte, cette forêt constitue d'abord l'aboutissement d'un long processus de déprise et d'abandon des usages agro-pastoraux sur les versants, mais elle découle aussi de la politique de Restauration des terrains en montagne (RTM) conduite à partir de 1881 par l'administration des Eaux et Forêts (Davasse, Galop, 1991) pour lutter contre les phénomènes d'érosion – les périmètres concernés ont été majoritairement enrésinés (épicéas, pins, mélèzes). L'ampleur des surfaces domaniales (Forêts Domaniales du Montcalm, de Sem, de Goulier, de Siguer, de Lercoul, de Suc-et-Sentenac, d'Orus...) fait aujourd'hui de l'Office National des Forêts (ONF) l'acteur principal dans cet « entre-deux » forestier qui participe en définitive davantage des activités récréatives de la population locale (chasse, ramassage des champignons...) que du fonctionnement du système touristique. Quelques itinéraires de randonnée s'y déploient cependant, ou traversent la forêt pour rallier la haute montagne. L'ONF a d'ailleurs directement mis en place un circuit de découverte de la nature avec accompagnateur et hébergement dans les maisons forestières

reconverties en refuges de qualité (randonnée « Retrouvance »¹³), qui joue sur la complémentarité entre étage forestier et étage des pelouses et des pierriers ; mais il peine à atteindre le volume de clientèle envisagé à l'origine (2006), peut-être à cause d'une durée un peu longue (6 jours) par rapport aux attentes des randonneurs. La forêt joue donc un peu les seconds rôles en tant que ressource touristique, alors même que son potentiel sylvicole s'avère souvent compliqué à exploiter à cause de la pente. Mais elle n'en demeure pas moins la pièce maîtresse des paysages valléens, à proximité immédiate des secteurs d'habitat : la prise de conscience de l'« encerclement » des villages par la forêt n'est pas étrangère à la constitution des AFP de Sem, Saleix ou Olbier, constat à rapprocher du fait que le soutien à la filière agropastorale ou à la restructuration du foncier s'inscrivait dans l'axe « habitat et cadre de vie » du CTRE (Carré, 2010 : 113), non son axe « développement économique ».



Ce thème de l'habitat ouvre sur une troisième permanence « silencieuse » – au sens de non intégrée à l'image territoriale communiquée vers l'extérieur –, l'importance du parc immobilier légué par les fortes densités passées, qui sert aujourd'hui de support à une très forte résidentialité secondaire. Sur les quelques 2221 logements recensés par l'INSEE en 2008 dans le canton, les deux-tiers (1485) correspondent en effet à des résidences secondaires (fig. n°3) : un peu moins marquée pour les bourgs centres (57 % à Auzat¹⁴, 45 % à Vicdessos), cette

¹³ Cette formule propre à l'ONF existe dans d'autres régions françaises, Buëch, Haut-Verdon ou plateau de Millevaches (cf. : [en ligne], disponible sur <http://www.onf.fr/retrouvance/sommaire/sejours>).

¹⁴ Les 395 résidences secondaires et logements occasionnels comptabilisés à Auzat en 2008 se situent principalement dans les hameaux périphériques, Marc, Artiès, Olbier et Saleix.

proportion devient écrasante (autour de 80 à 90 %) dans les petites communes, dont le visage et l'animation changent du tout au tout selon que les résidents secondaires sont là (saison estivale) ou que leurs maisons sont fermées. Aucune étude systématique de la localisation de leur résidence principale n'a encore été effectuée, mais le recoupement entre les informations issues des entretiens avec diverses personnes ressources et une série de comptages des plaques minéralogiques des véhicules présents en été dans les villages en question permet d'évaluer la part de ceux qui viennent de la région toulousaine aux alentours de la moitié des effectifs totaux, dans lesquels les départements de la façade atlantique apparaissent aussi légèrement sur-représentés, alors que les résidents issus d'autres pays d'Europe demeurent peu nombreux. Plus nombreux en « haute-saison » que les habitants permanents ou que les touristes *stricto sensu*¹⁵, ces résidents secondaires, dont une proportion non négligeable possède des attaches familiales locales, jouent un rôle important dans la vie associative et les festivités collectives. Fondé sur un enracinement local effectif ou seulement affectif, leur attachement au territoire sous-tend cet engagement, qui a conduit certains d'entre eux à s'inscrire sur les listes électorales en Vicdessos, ou à faire partie des conseils municipaux. Il arrive même qu'ils choisissent de s'y faire recenser, entrant de fait dans la population « permanente » quand bien même leur mode de vie reste celui de « multirésidents ». D'une manière générale, bien que leur taux de présence sur le territoire soit variable – parfois un weekend sur deux et plusieurs séjours en période de vacances pour les familles toulousaines¹⁶, qui habitent à une heure et demie par la route, guère plus d'un mois par an, en deux ou trois séjours, pour les plus éloignés –, il constitue une population relativement stable dans la durée, comme en témoigne un marché immobilier des résidences secondaires qui n'apparaît ni très actif ni très ouvert.

Conclusion

Riche d'enseignements, le cas du Vicdessos n'en est donc pas moins assez singulier. Fragilisé par la désagrégation relativement soudaine (une petite quinzaine d'année) d'un système productif fondé sur la monoactivité industrielle, ce territoire a bénéficié de ressources financières considérables pour répondre à l'impératif de reconversion auquel il était confronté. Dans ce projet centré sur la valorisation de ses ressources naturelles (sites, paysages, eaux vives, espaces de randonnée ou d'escalade...) et le développement des activités de pleine nature, la mise en valeur simultanée des éléments du patrimoine contribue efficacement à qualifier et à spécifier l'offre territoriale, et renforce en retour l'identité locale, sinon même, indirectement, l'adhésion de la population à ce projet économique de substitution élaboré par les élus. Le travail de communication, qui joue ici un rôle déterminant, tire intelligemment parti d'échelles emboîtées : le concept de « station sport-nature » du Montcalm se révèle très intégrateur et permet aux communes regroupées en communauté d'apparaître ensemble comme l'un des « pôles » majeurs d'une destination plus ample « Montagnes de Tarascon et du Vicdessos », animée au plan stratégique par un Office de tourisme inter communautaire, et qui correspond à peu près à l'espace au sein duquel les professionnels (moniteurs d'escalade, de canyoning, de spéléologie...) déploient leurs activités. Elle-même s'insère plus largement dans la communication départementale sur l'aire touristique « Ariège Pyrénées », dont l' élu référent n'est autre que le président de la communauté de communes d'Auzat et du Vicdessos, et dont

¹⁵ Le canton compte environ 2000 lits marchands.

¹⁶ L'équipement récent (2011) en « canons à neige » de la micro-station de sports d'hiver de Goulier Neige s'explique en partie par le souci de pousser la clientèle des résidents secondaires à venir faire un séjour hivernal, en lui garantissant que les pistes seront ouvertes.

plusieurs sites phares, comme la grande station pyrénéenne de ski de fond de Beille, se trouvent à proximité immédiate.

Dans le nouveau modèle socio-économique en cours de consolidation, l'ampleur du phénomène de la résidence secondaire apparaît en définitive comme un atout, notamment par l'animation estivale qu'engendre l'arrivée de cette clientèle en quelque sorte « captive » : sa présence fournit des chantiers aux artisans, et sa consommation est indispensable à la survie des commerces, alors même que l'hébergement marchand reste insuffisant en quantité – 1000 à 1500 lits supplémentaires seraient nécessaires – et en qualité – il manque notamment sur place un hébergement collectif de haut niveau pour accueillir les équipes qui viendraient profiter des installations de la Plaine des Sports. Au-delà de cette capacité d'hébergement encore insuffisante, par rapport à laquelle l'argent public se raréfie et l'initiative privée manque de consistance, le recours au concept de « station » n'est toutefois pas dénué d'ambiguïté : lié à la venue d'équipes sportives habituées à un certain type de prestations, tourné vers les sports de nature, il devrait aller de pair avec le développement des commerces spécialisés, des restaurants, des structures d'animations (discothèque...) que l'on trouve habituellement, par exemple, dans les stations de sports d'hiver ; la réalité s'apparente pourtant davantage au modèle de la « station verte », aux clientèles familiales dominantes. Le décalage est sensible entre les deux modèles, entre lesquels ce territoire devra dans les années qui viennent élaborer une forme de compromis.

Références

Carré J., 2010, *Le temps des paysages. Evolutions paysagères et gestion durable des territoires en montagne pyrénéenne (Hautes vallées du Gave de Pau et du Vicdessos)*. Doctorat de Géographie, Université de Toulouse-le-Mirail, 469 p.

Davasse B., 2006, « La gestion sociale des ressources naturelles dans les espaces sylvo-pastoraux des Pyrénées de l'est (du moyen âge au siècle actuel) », pp. 211-225, in : Beck C., Luginbühl Y., Muxart T., dirs, *Temps et espaces des crises de l'environnement*, Paris, Éd. Quæ, coll. Indisciplines.

Davasse B., Galop D., 1991, « Crise écologique, crise sociale et RTM dans une montagne protoindustrialisée : le Vicdessos (Pyrénées ariégeoises) », pp. 204-221, in : Métailié J-P., dir, *Le torrent et le fleuve. Risques, catastrophes et aménagement dans les Pyrénées et leur piémont (fin XVIIe-XXe siècle)*, CIMA-URA 366 CNRS, rapport inédit CNRS-PIREN Histoire de l'environnement, Toulouse.

Gumuchian H., Pecqueur B., dirs, 2007, *La ressource territoriale*, Paris, Éd. Economica, coll. Géographie, 252 p.

Périeres M., 1955, « Une grande Compagnie industrielle française : Péchiney », *Revue de Géographie Alpine*, tome 43, 1, pp. 151-212.

Rautenberg M., 2003, *La rupture patrimoniale*, Éd. À la croisée, coll. Ambiances, ambiance, 173 p.

Stromboni M., 2012. *Valorisation de la ressource paysagère et place de la filière touristique dans le système territorial du Haut-Vicdessos*, Mémoire Master 1 Géomatique et conduite de projets territoriaux, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 106 p.

Talandier M., Davezies L., 2009, *Repenser le développement territorial ? Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, Paris, Éd. Lavoisier, coll. Recherche, PUCA, 144 p.

Veschambre V., 2008, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses universitaires de Rennes, coll. Géographie sociale, 315 p.



ISSN 0330 - 7956

Numéro Spécial

REVUE DES REGIONS ARIDES

Editée par l'Institut des Régions Arides - Médenine - TUNISIE

**Actes du colloque international
LOTH
Développement territorial,
patrimoine et tourisme
en zones fragiles
et menacées:
entre dynamiques économiques,
démocratie participative
et communication**

**Djerba - Tunisie
14 - 15 - 16 Novembre 2012**

28 (2/2012)

Novembre 2012